

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 06/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EIFFAGE ROUTE GRAND SUD

Lieu-dit Roquebrune
30130 St-ALEXANDRE

Référence : 2024-07-306
Code AIOT : 0006600691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement EIFFAGE ROUTE GRAND SUD implanté au lieu-dit Roquebrune 30130 St-Alexandre. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE ROUTE GRAND SUD
- Roquebrune 30130 Saint-Alexandre
- Code AIOT : 0006600691
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement ainsi qu'une station de transit de matériaux sont présentes in situ.

L'extraction et l'exploitation du site sont intégralement sous-traitées à la société ROFFAT dont le siège social est situé 305 route de Bellevue - 26600 MERCUROL-VEAUNES, cette société exploitant en son propre nom 11 carrières en région AURA (Ardèche et Drôme).

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective	4 mois
11	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
15	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 1.4	Sans objet
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 3.1	Sans objet
3	Alimentation en eau potable	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 3.2	Sans objet
4	Autocontrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 6.4	Sans objet
5	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 9.2	Sans objet
6	Remblayage de la carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Sans objet
8	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 I	Sans objet
9	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
10	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4	Sans objet
12	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
13	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
14	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant apparaît maîtriser les aspects relatifs à la traçabilité des déchets, aux conditions d'admission desdits déchets, certains étant dédiés au remblayage du site. Toutefois, l'aspect opérationnel du nouveau logiciel CARSABE déployé depuis fin juin 2024 au titre de l'application RNDTS (Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments), en application des dispositions du décret n°2021-321 du 25/03/2021 relatif à la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments, doit être vérifié notamment lors du prochain téléversement des données dans le RNDTS.

Au delà des points de contrôle, il convient de souligner les efforts de l'exploitant en vue de maîtriser au mieux ses consommations d'eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Prescription contrôlée : <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.</p> <p>Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">. Tonnages maximum annuels à extraire : 150 000 tonnes. Volume maximum autorisé : 169 000 m³ (440 000 tonnes). Superficie totale de la zone à exploiter : 30 000 m². Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire. Modalités d'extraction : explosifs, engins mécaniques. Caractéristiques maximales des fronts : 3 gradins de 15 m de hauteur. Epaisseur d'extraction maximal : 45 m. Côtes limites NGF d'extraction : 105 m NGF [modifié par article 1 APC n° 06-064N du 17 mai 2006] <p>Le volume maximal autorisé, les caractéristiques maximales des fronts, l'épaisseur d'extraction maximale et la cote limite d'extraction pourront être modifiées par arrêté complémentaire lorsque le niveau des plus hautes eaux de l'aquifère aura été déterminé conformément aux conclusions de la note hydrogéologique du 20 septembre 2004 précitée. Ce complément hydrogéologique doit être adressé à la préfecture dans un délai maximal de cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Les caractéristiques de la station de transit de matériaux solides sont : stockage de 80 000 m³ au maximum.</p>
Constats : <p>L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description.</p> <p>Les côtes minimales d'extraction, fonction des zones exploitées, sont bien respectées comme l'inspection a pu le constater sur le plan topographique daté du 19/04/2024 réalisé par la société DMN DUNOGIER (07). La cote de fond de fouille est respectée (105,01 m NGF / 105,32 m NGF / 105,72 m NGF).</p> <p>Le tonnage annuel extrait en 2023 s'élève à environ 40 000 tonnes. Le tonnage annuel extrait au 9/07/2024 s'élève à 20 224 tonnes. L'exploitant précise à l'inspection que les faibles tonnages extraits s'expliquent par une baisse de la demande liée à la conjoncture des dernières années (aucun gros chantier).</p> <p>Le dernier tir de mine date du 25/05/2024. Il a été sous-traité à l'entreprise BERTHOULY TP (07).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les piézomètres doivent être aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur (cuvelage en béton, tête de forage étanche dépassant au moins de 0,5 m du niveau du sol ou des plus hautes eaux connues, ...). La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue.

En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin de limiter tout risque de pollution des eaux.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.

Constats :

L'inspection a pu vérifier l'absence de forage en nappe in situ.

L'exploitant a expliqué que ses besoins en eau (abattage des poussières sur les pistes en période estivale avec vent, fonctionnement des buses du concasseur qui pulvérisent pour humidifier les matériaux) sont alimentés par les eaux superficielles résiduelles présentes en fond de fouille de la carrière et - le cas échéant - par un appoint en eau potable.

La quantité d'eau potable du réseau public consommée sur la période octobre 2021 - fin décembre 2022 s'élève à 546 m³ (cf factures Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien puis SAUR).

La quantité d'eau potable du réseau public consommée en 2023 s'élève à 339 m³ (cf facture SAUR).

L'exploitant souligne ses efforts afin de réduire les quantités d'eau potable consommées : actions de sensibilisation et de limitation de la consommation d'eau potable, adaptation des campagnes d'extraction et de concassage en octobre plutôt qu'en période estivale, etc.

Un piézomètre est présent in situ et fait l'objet de relevés mensuels.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alimentation en eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau potable
Prescription contrôlée : Les lieux seront raccordés au réseau public d'alimentation en eau potable pour les usages sanitaires.
Constats : Le site est effectivement raccordé au réseau public d'alimentation en eau potable pour les usages sanitaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autocontrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport de mesures acoustiques réalisées le 22/12/2023 établi par le BE ORFEA ACOUSTIQUE (26). Ce rapport établit que les valeurs en limite de propriété ainsi que l'émergence sont conformes aux valeurs réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont à confirmer ou à modifier selon la valeur de la cote minimale d'extraction retenue par l'arrêté complémentaire prévu à l'article 1.4 ci-dessus.

Le remblayage sera réalisé dans les zones prévues à cet effet et représentées notamment sur le plan de l'état final joint en annexe. Le profil type de stabilité des talus en remblayage figurant dans l'étude d'impact sera respecté (pente intégratrice 20° - pente des risbermes 35° - largeur des risbermes 7,5 m - hauteur des risbermes 5 m). Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement contrôlés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les apports extérieurs doivent être accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Les matériaux extérieurs admis sur le site sont exclusivement :

- . les terres et granulats non pollués et sans mélange,
- . les sables et argiles non pollués,
- . les débris de pierre.

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

La couverture finale des matériaux extérieurs sera constituée d'une couche de terre d'une épaisseur supérieure à 0,5 m.

Les modalités de tri et les conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site sont fixées comme suit : seuls sont acceptés sur le site les matériaux cités ci-dessus.

Le dispositif de surveillance qualitative et quantitative des eaux prélevées dans le piézomètre mis en place dans la carrière devra être soumis à l'approbation préalable de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (caractéristiques et fréquences des mesures de suivi).

Constats :

L'inspection a constaté que :

- le remblayage est réalisé dans les zones prévues à cet effet telles que représentées sur le plan d'aménagement paysager ;
- le remblayage de la carrière ne nuit pas à la qualité et au bon écoulement des eaux ;
- le remblayage étant réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci sont contrôlés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes, par l'agent affecté au chargeur ;
- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination au niveau de la zone dédiée au sein de la carrière, les quantités, les caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;
- les matériaux extérieurs admis sur le site sont exclusivement ceux autorisés (codes déchets 17 05 04 et 20 02 02) ;
- le registre des admissions de déchets extérieurs - contrôlé sur la période du 01/01 au 30/06/2024 - comprend bien les informations suivantes : la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

La zone de remblayage constatée en cours est située au NE de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière

Prescription contrôlée :

I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

L'inspection a constaté que :

- le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés et ne nuit pas à la qualité et au bon écoulement des eaux ;
- les déchets utilisés pour le remblayage sont principalement des déchets extérieurs respectant les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12/12/2014 (codes déchets 17 05 04 et 20 02 02) voire les déchets d'extraction inertes internes (stériles issus des productions à hauteur d'environ 5%) ;
- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination au niveau de la zone dédiée au sein de la carrière, les quantités, les caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;
- l'exploitant tient à jour un registre des admissions de déchets extérieurs - contrôlé sur la période du 01/01 au 30/06/2024 - sur lequel sont répertoriés les informations suivantes : la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementationsspéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection un plan topographique daté du 19/04/2024 réalisé par la société DMN DUNOGIER (07). Les limites du périmètre ICPE dans un rayon de 50 mètres, ne sont pas reportées. Il appartient à l'exploitant de faire actualiser son plan et d'y faire figurer l'ensemble des données réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 I

Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'admission des déchets inertes

Prescription contrôlée :

Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

Constats :

L'inspection a constaté que les déchets admis in situ sont ceux autorisés :

- déchets codifiés 17 05 04 et 20 02 02 à des fins de remblayage ;
- déchets de type béton, briques, tuiles et céramiques codifiés 17 01 01 / 17 01 02 / 17 01 03 ;
- mélange de béton, briques, tuiles et céramiques codifié 17 01 07.

L'inspection a constaté in situ une zone spécifique dédiée à l'accueil de la laitance (ie résidus de nettoyage de centrales à béton locales), assimilée à un béton pateux et pelletable, ce déchet étant transporté en bennes. La laitance est bien admissible in situ pour finition du séchage afin d'obtenir un déchet solide à concasser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Procédure d'acceptation préalable
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté la mise en place opérationnelle d'une procédure d'acceptation préalable, permettant l'admission et le stockage temporaire (déchets de construction et de démolition) voire définitif (terres à des fins de remblayage) sur l'installation.</p> <p>L'inspection a vérifié quelques documents d'acceptation préalable datés des :</p> <ul style="list-style-type: none">• 15/06/2023 (admission de déchets codifiés 17 05 04, 20 02 02, 17 01 07 et 17 01 01),• 02/05/2024 (admission de déchets codifiés 17 01 01 et 17 05 04) ,• 21/06/2024 (admission de déchets codifiés 17 05 04, 20 02 02, 17 01 01, 17 01 02, 17 01 03, 17 01 07). <p>L'exploitant est particulièrement vigilant concernant l'accueil de déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 provenant potentiellement de sites contaminés ; la procédure d'acceptation préalable permet de vérifier les résultats d'analyses et - le cas échéant - refuser de tels déchets.</p> <p>Les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 ne sont pas acceptés in situ.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de dilution ou de mélange
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.
Constats : Aucune dilution, ni mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits ne sont admis in situ.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Document préalable
Prescription contrôlée : <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que l'exploitant demande au producteur des déchets un Document d'Acceptation Préable (DAP) tenu à la disposition de l'inspection - indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires ; il convient de préciser que cette information est présente dans le DAP version 2023 mais n'existe plus dans la version 2024 modifiée du DAP ;• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs ;• l'origine des déchets ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• la quantité de déchets concernée en tonnes ; cette information n'est pas systématiquement renseignée. <p>Les DAP sont signés par le producteur des déchets et - le cas échéant - par les différents intermédiaires.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire figurer le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires dans le DAP version 2024 et de systématiquement renseigner la quantité prévisionnelle de déchets concernés en tonnes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Tout chargement de déchets fait systématiquement l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'agent de bascule. Quant au contrôle visuel des déchets bennés, il est systématiquement réalisé par l'agent affecté au chargeur qui informe, via un talky walky, l'agent de bascule du résultat du contrôle visuel. Le cas échéant, en cas de déchets non autorisés, les déchets sont rechargés dans le camion et le chargement est mentionné refusé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Accusé d'acceptation
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : L'inspection a vérifié qu'en cas d'acceptation des déchets, l'agent de bascule délivre - en sortie de site, lors du pesage à vide du camion - un accusé d'acceptation / ticket de bascule sur lequel sont mentionnés : <ul style="list-style-type: none">• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;• la date et l'heure de l'acceptation des déchets ;• le code à six chiffres du déchet accepté en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Registre d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 [NDR : abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021] sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté la tenue d'un registre d'admission, mis à sa disposition, sur lequel sont notamment mentionnés : <ul style="list-style-type: none">• l'accusé d'acceptation des déchets (= numéro de bon) ;• le résultat du contrôle visuel effectué par l'agent affecté au chargeur lors du déchargement des déchets ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro desaisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un registre numérique des déchets inertes entrants, opérationnel depuis le 20/06/2024, via le nouveau logiciel d'exploitation CARSABE.

L'exploitant explique les difficultés rencontrées afin de mettre au point ce logiciel d'exploitation CARSABE, permettant la récupération et compilation des données des différents outils informatiques tels que pont à bascule d'une part, le boîtier DSD et le logiciel spécifique dédié aux carrières COFISOFT.

L'inspection souligne qu'en ce qui concerne l'origine, la gestion et le transport du déchet, l'ensemble des informations réglementaires existent mais ne sont pas compilées via le registre édité par le logiciel CARSABE ; en effet, grâce à une référence chantier, il est possible d'obtenir la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet mais celles-ci ne sont pas éditées sur le registre "papier" émanant de CARSABE tenu à la disposition de l'inspection.

Il appartient à l'exploitant de veiller lors du téléversement des données dans l'application nationale RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments) que l'ensemble des informations réglementaires soient téléversées, y compris la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet.

L'exploitant fournira à l'inspection l'accusé réception, automatiquement émis par l'application nationale RNDTS, relatif au téléversement / export de ses données dans le RNDTS pour la période débutant le 20/06/2024 jusqu'à la date dudit téléversement / export.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8

Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des terres excavées et sédiments

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un registre numérique des terres excavées et sédiments entrants, opérationnel depuis le 20/06/2024, via le nouveau logiciel d'exploitation CARSABE.

L'exploitant explique les difficultés rencontrées afin de mettre au point ce logiciel d'exploitation CARSABE, permettant la récupération et compilation des données des différents outils informatiques tels que pont à bascule d'une part, le boîtier DSD et le logiciel spécifique dédié aux carrières COFISOFT.

L'inspection souligne qu'en ce qui concerne l'origine, la gestion et le transport du déchet:

- l'ensemble des informations réglementaires existent mais ne sont pas compilées via le registre édité par le logiciel CARSABE ; en effet, grâce à une référence chantier, il est possible d'obtenir la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet mais celles-ci ne sont pas éditées sur le registre "papier" émanant de CARSABE tenu à la disposition de l'inspection ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments ne sont pas précisées, seules les coordonnées GPS (latitude et longitude) sont précisées.

Il appartient à l'exploitant de :

- renseigner la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments, quand elles existent,
- veiller lors du téléversement des données dans l'application nationale RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments) que l'ensemble des informations réglementaires soient téléversées, y compris la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet. A cette fin, l'exploitant fournira à l'inspection l'accusé réception, automatiquement émis par l'application nationale RNDTS, relatif au téléversement / export de ses données dans le RNDTS pour la période débutant le 20/06/2024 jusqu'à la date dudit téléversement / export.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois